



Faire reculer le gouvernement, oui, c'est possible !

Les énormes cortèges dans toutes les villes, grandes, moyennes et petites, les grèves dans des entreprises privées comme dans les services publics, la mobilisation de la jeunesse avec les blocages de facs et de lycées, tout montre que nous sommes unanimes à rejeter le projet. Chaque manifestation apporte de nouveaux manifestants remplaçant, et au-delà, ceux qui n'ont pas pu revenir. Les questions que tout le monde se pose maintenant sont : comment faire reculer le gouvernement, comment gagner ?

Un gouvernement vomit par le monde du travail tout entier

Parmi les salariés, personne ne peut plus supporter les apparitions à la télé de ministres prétentieux qui ne connaissent rien de la vraie vie et osent venir nous donner des leçons, à nous, qui faisons tourner la société. On n'en peut plus de leur façon de venir nous dire : « Vous n'avez pas bien compris, je vais vous expliquer »... On a très bien compris que ce qui menace le système des retraites, c'est leur volonté de puiser dans la poche des plus pauvres pour arroser les plus riches.

Comment préparer les prochaines étapes ?

La prochaine grosse échéance annoncée par l'intersyndicale est le 7 mars, et sans doute le 8 dans la foulée comme dans les transports parisiens qui ont prévu une grève reconductible. L'intersyndicale nationale a dit être prête à « mettre le pays à l'arrêt » si le gouvernement ne retire pas son projet. Et, comme étape, elle a annoncé une nouvelle journée de mobilisation jeudi prochain, le 16 février.

Le retrait du projet, c'est le minimum. Mais cela fait plus de 30 ans que pour faire des économies sur notre dos, les gouvernements successifs ont dégradé le système des retraites. En 1982, alors que les richesses produites étaient bien moindres, pour tous les salariés, la retraite était à 60 ans avec 37,5 annuités. Ce qui était possible en 1982 l'est *a fortiori* 41 ans plus tard dans une société bien plus riche.

Aller vers la grève générale

L'intersyndicale a menacé de « mettre le pays à l'arrêt ». Oui, il faut aller vers une grève générale qui remette les pendules à l'heure. Sans les travailleurs, rien ne se produit. Si nous croisons les bras, la production ne sort pas et adieu les profits patronaux et les dividendes pour les actionnaires.

Nous le savons tous : quelques journées de paralysie de l'économie feraient vraiment basculer le rapport de force en notre faveur. La journée du 7 mars peut être une étape importante vers une grève générale.

Nous avons besoin de discuter entre nous

C'est par tous les bouts que ce gouvernement s'efforce de prendre dans la poche des plus pauvres pour arroser les plus riches. Il multiplie les attaques, retraites mais aussi conditions de travail, chômage, et pouvoir d'achat.

Nous avons besoin d'échanger, entre nous, syndiqués ou non syndiqués, sur toutes ces questions et sur ce que nous devons faire pour gagner : quand et comment continuer la grève plusieurs jours de suite, sans attendre une prochaine date lointaine ? Comment élargir le mouvement, convaincre les collègues qui ne sont pas encore mobilisés et nous adresser aux autres entreprises et secteurs du monde du travail ?

La préparation des manifs et les cortèges eux-mêmes sont une première occasion d'avoir ces discussions. Mais nous avons besoin d'établir de véritables liens entre nous, de tenir des réunions, des assemblées générales de grévistes, élargir les collectifs des militants de la lutte. C'est notre mouvement, il est normal que nous le contrôlions de bout en bout.

Mardi 14 février

**Tous ensemble, nous pouvons
et nous allons gagner !**

**Jeudi 16 février, 12h, Place de la Bourse,
Tous à la manif !**

Meeting NPA

« Mettre le pays à l'arrêt » OUI !

Quelle stratégie pour gagner ?

Quelles perspectives ?

Vendredi 3 mars - 19 H 30

Salle Victor Hugo - Château du diable

88 Cours Victor Hugo

Canon

CGI, Cap Gemini, Atos... même combat

À CGI, Capgemini et Atos, l'exploitation est la même : salaires trop bas, cadences toujours plus intenses dans de nombreux projets. Changer de boîte ne résoudra rien. Les patrons cherchent à nous diviser et craignent notre unité, comme dans les dernières manifestations où nous faisons cortège commun. C'est maintenant, alors que les entreprises informatiques cherchent à embaucher, que nous sommes en position de force. Nous devons nous unir entre travailleurs de l'informatique pour exiger des salaires dignes. L'exploitation est la même partout !

La mobilisation grandit à CGI

Avec une soixantaine de grévistes le 31 janvier et une cinquantaine pour celle du 7 février, la mobilisation à CGI est un succès. Elle continue de s'élargir et d'entraîner de nouvelles personnes, beaucoup participant pour la première fois à une grève ou une manifestation.

Il est maintenant crucial de continuer à intensifier le mouvement. Les AG rassemblent de plus en plus de monde mais nous devons continuer à convaincre les personnes autour de nous afin d'être encore plus nombreux à la grève du 16 février. Ce qu'on veut, c'est de bons salaires pour une bonne retraite !

Licenciements aux USA

Ça y est, le secteur de l'informatique montre son vrai visage, très loin du bienveillant "tech for good". À la Silicon Valley et dans le monde anglo-saxon, les licenciements se comptent en centaines de milliers depuis l'été 2022, dépassant parfois 50% des effectifs, au prétexte d'une baisse des revenus publicitaires et d'embauches jugées trop massives pendant la pandémie. Comme tous les capitalistes, les patrons de la tech ont fait la course aux nouveaux marchés. Il faut produire, quitte à produire inutile (livraison 24h, métaverse, ...). Arrivés au point de rupture, ils doivent donc ralentir la production et réduire les coûts... sans toucher aux dividendes. Pour le travailleur, ce mode de production chaotique se traduit par une intensification du travail, des réductions de salaire et des licenciements.

Les salarié.es de Safran Mérignac en grève reconductible pour 200 €

5^{ème} jour de grève totale ce lundi 13 chez les salariés de cette multinationale de l'aéronautique, bossant en sous-traitance notamment pour Dassault-Mérignac.

C'est un groupe de salariés qui a pris l'initiative de la grève pour exiger 200€ nets mensuels d'Augmentation Générale pour Tous. Ils ont commencé le mardi 7 février, journée de mobilisation des retraites, en signifiant à leur direction que la grève est « pour une durée indéterminée ». Dès le lendemain, ils étaient une vingtaine en grève, soit près de 100% des ouvriers et techniciens.

La proposition de leur direction à 1,7% d'augmentation les a fait dégoupiller : elle est loin de couvrir l'inflation estimée à 5,9% pour 2022. Une provocation qui s'ajoute à une colère accumulée, avec des augmentations minables depuis des années, un accord de compétitivité qui impose des reculs, des promesses de promotion jamais tenues...

Mercredi, la direction du siège s'est déplacée depuis Tou-

louse espérant pouvoir remettre les grévistes au travail, mais son passage a été contreproductif : ça a décuplé la colère et la détermination. La grève a été reconduite jeudi et vendredi. Tous les jours, les grévistes se rassemblent au piquet de grève devant leur agence de Mérignac et s'organisent en assemblée générale. Lundi 13, ils ont tenu un piquet devant Dassault pour diffuser des tracts aux salariés : « 200€ nets pour tous », « pas de pognon, pas d'avion » ! Et ils ont décidé de poursuivre la grève. 200 €, on en a tous besoin ! Leur lutte est la nôtre !

Intensification du travail, ras-le-bol !

L'Institut Montaigne, un think tank libéral dont le Comité directeur est composé de représentants de Cap Gemini, Dassault Systèmes, BNP, Engie, etc., vient de publier un rapport sur « Les Français au travail », et sans surprise, les milliers de salariés consultés témoignent d'un ras-le-bol profond contre le durcissement de l'exploitation... et le rapport en rend compte : "une durée du travail effective qui dépasse largement les 35 heures" ; "une charge de travail ressentie comme excessive par un quart des salariés" ; "une charge accrue dans les 5 dernières années pour 60% d'entre eux" ; "une détérioration sans appel de la qualité des interactions humaines", notamment avec le télétravail.

Et il y a bien d'autres constats du même genre... témoignant que le capitalisme en crise intensifie l'exploitation pour continuer à tirer plus de profits.

Cerise sur le gâteau : le rapport annonce clairement "Un rejet massif et collectif du report de l'âge légal de départ à la retraite". Nous sommes des millions de salariés à le faire entendre dans la rue.

Séisme en Turquie et Syrie, catastrophe naturelle et sociale

Le tremblement de terre survenu le 6 février dernier dans le sud-est de la Turquie et au nord de la Syrie a déjà fait plus de 35000 morts. D'une magnitude de 7.8 sur l'échelle de Richter qui compte neuf degrés, le séisme s'est manifesté par plusieurs secousses meurtrières et l'assistance aux victimes et les conditions de leur survie sont rendues extrêmement difficiles par le froid glacial.

A cette catastrophe naturelle s'ajoutent les conséquences engendrées par la loi du profit et les intérêts géopolitiques des grandes puissances. En Turquie, alors que la zone est connue pour être à risques, de très nombreux bâtiments censés être « anti-sismiques » mais construits en réalité à l'économie, se sont effondrés comme des châteaux de cartes. En Syrie, la guerre depuis 2011 avait déjà fait des ravages dans les bâtiments et les infrastructures. Dans les zones dévastées des deux pays règnent la famine, le manque d'eau potable, le manque d'abris chauffés, les risques d'épidémie de choléra.

Si la population elle-même, dans les deux pays touchés et ailleurs, essaie d'organiser l'aide humanitaire avec l'appui d'autorités locales et d'ONG, les dirigeants turc et syrien sont seulement préoccupés de sauvegarder leur pouvoir dictatorial. Quant aux Etats des grandes puissances occidentales qui ont pris des sanctions contre la Syrie, ils refusent d'y envoyer des secours.

Contre toute humanité !